

SOCIETE GROUPE CARNIVOR

Société Anonyme au capital de 8 964 246 Euros

Siège social : Maison de la Boucherie - Quartier Lagoubran 83 200 TOULON

R.C.S : TOULON 394 275 028

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2017

A & T AUDIT

ZA La Millonne L'Arboretum A2
73, rue de Saint Mandrier
83 140 SIX-FOURS

Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale
d'AIX-EN-PROVENCE

AKELYS

19, avenue de Messine
75 008 PARIS

Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de
PARIS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Aux actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société GROUPE CARNIVOR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

La note « Engagements financiers » de l'annexe expose la liste des engagements financiers donnés par la société à ses filiales. Nous avons vérifié l'exhaustivité et la réalité des engagements mentionnés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à PARIS et à SIX-FOURS, le 27 juin 2018

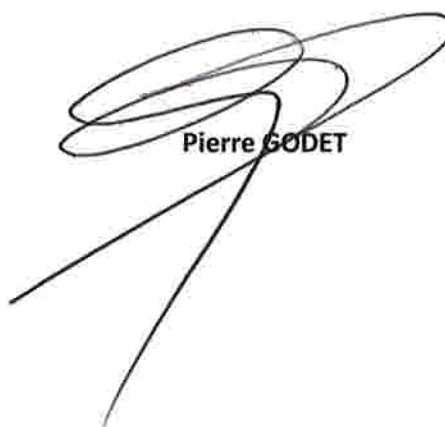
Les Commissaires aux Comptes

A & T AUDIT



Marie-Claire PASTOUREAU

AKELYS



Pierre GODET

Annexe

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2017 12		Exercice N-1 31/12/2016 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros %
ACTIF IMMOBILISÉ	Capital souscrit non appelé (I)					
	Immobilisations incorporelles					
	Frais d'établissement					
	Frais de développement					
	Concessions, brevets et droits similaires	154 761	154 403	358	358	
	Fonds commercial (1)					
	Autres immobilisations incorporelles					
	Avances et acomptes					
	Immobilisations corporelles					
	Terrains					
	Constructions	257 403	234 838	22 565	20 707	1 858 8.97
	Installations techniques, matériel et outillage					
	Autres immobilisations corporelles	1 030 355	878 200	152 155	177 299	25 144 14.18
	Immobilisations en cours	47 882		47 882		47 882
	Avances et acomptes					
	Immobilisations financières (2)					
	Participations mises en équivalence					
	Autres participations	15 371 274	4 875	15 366 399	14 323 199	1 043 200 7.28
	Créances rattachées à des participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres immobilisations financières	12 862		12 862	12 073	789 6.53
	Total II	16 874 537	1 272 316	15 602 221	14 533 637	1 068 584 7.35
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours					
	Matières premières, approvisionnements					
	En-cours de production de biens					
	En-cours de production de services					
	Produits intermédiaires et finis					
	Marchandises					
	Avances et acomptes versés sur commandes	750		750		750
	Créances (3)					
	Clients et comptes rattachés	2 591 024		2 591 024	2 425 105	165 919 6.84
	Autres créances	13 559 668		13 559 668	14 649 769	1 090 101 7.44
	Capital souscrit - appelé, non versé					
	Valeurs mobilières de placement					
	Disponibilités	6 866		6 866	2 111	4 755 225.28
	Charges constatées d'avance (3)	11 484		11 484	12 813	1 329 10.37
	Total III	16 169 792		16 169 792	17 089 799	920 006 5.38
Comptes de Régularisation	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)					
	Primes de remboursement des obligations (V)					
	Ecart de conversion actif (VI)					
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	33 044 329	1 272 316	31 772 013	31 623 435	148 578 0.47

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an

(3) Dont à plus d'un an

0-

1 000

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2017 12		Exercice N-1 31/12/2016 12		Ecart N / N-1	
						Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : 8 964 246)	8 964 246		8 964 246			
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	17 379		17 379			
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves						
	Réserve légale	999 375		999 375			
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves réglementées						
	Autres réserves						
	Report à nouveau	3 531 662		2 793 444		738 218	26.43
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	2 589 903		2 619 869		29 966	1.14
AUTRES FONDS PROPRES	Subventions d'investissement						
	Provisions réglementées						
	Total I	16 102 565		15 394 313		708 252	4.60
PROVISIONS	Produit des émissions de titres participatifs						
	Avances conditionnées						
DETTE (1)	Total II						
	Provisions pour risques	231 865		57 163		174 702	305.62
	Provisions pour charges						
Comptes de Régularisation	Total III	231 865		57 163		174 702	305.62
	Dettes financières						
	Emprunts obligataires convertibles						
	Autres emprunts obligataires						
	Emprunts auprès d'établissements de crédit						
	Concours bancaires courants	115 927		502 136		386 210	76.91
	Emprunts et dettes financières diverses	11 835 325		12 758 237		922 912	7.23
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours						
	Dettes d'exploitation						
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	683 966		377 037		306 929	81.41
Comptes de Régularisation	Dettes fiscales et sociales	2 432 742		1 696 544		736 198	43.39
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			943		943	100.00
	Autres dettes	369 147		837 061		467 914	55.90
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance (I)	476				476	
	Total IV	15 437 583		16 171 959		734 376	4.54
	Ecarts de conversion passif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)		31 772 013		31 623 435		148 578	0.47

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

15 437 583

16 171 959

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2017 12			Exercice N-1 31/12/2016 12		Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total			Euros	%
Produits d'exploitation (1)							
Ventes de marchandises							
Production vendue de biens							
Production vendue de services	2 682 367		2 682 367	2 459 624		222 743	9.06
Chiffre d'affaires NET	2 682 367		2 682 367	2 459 624		222 743	9.06
Production stockée							
Production immobilisée							
Subventions d'exploitation							
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			115 957	180 161		64 204	35.64
Autres produits			16	20		4	20.79
Total des Produits d'exploitation (I)			2 798 340	2 639 805		158 534	6.01
Charges d'exploitation (2)							
Achats de marchandises							
Variation de stock (marchandises)							
Achats de matières premières et autres approvisionnements							
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)							
Autres achats et charges externes *			1 501 315	1 413 168		88 146	6.24
Impôts, taxes et versements assimilés			20 854	48 928		28 074	57.38
Salaires et traitements			1 286 415	1 488 760		202 345	13.59
Charges sociales			553 909	690 615		136 706	19.79
Dotations aux amortissements et dépréciations							
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			50 418	47 934		2 484	5.18
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations							
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations							
Dotations aux provisions							
Autres charges			7 077	10 615		3 538	33.33
Total des Charges d'exploitation (II)			3 419 987	3 700 020		280 032	7.57
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			621 648	1 060 214		438 567	41.37
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun							
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)							
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)							

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2017	12	31/12/2016	12	Euros	%
Produits financiers						
Produits financiers de participations (3)	2 528 640		2 331 300		197 340	8.46
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)						
Autres intérêts et produits assimilés (3)	137 446		186 009		48 563	26.11
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			157 800		157 800	100.00
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total V	2 666 085		2 675 109		9 024	0.34
Charges financières						
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées (4)	275 752		279 814		4 062	1.45
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total VI	275 752		279 814		4 062	1.45
2. Résultat financier (V-VI)	2 390 333		2 395 295		4 962	0.21
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	1 768 685		1 335 080		433 605	32.48
Produits exceptionnels						
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	15 546		128		15 418	NS
Produits exceptionnels sur opérations en capital	27 737		1 350		26 387	NS
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			730 252		730 252	100.00
Total VII	43 283		731 730		688 447	94.08
Charges exceptionnelles						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	15 312		131 253		115 941	88.33
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	21 418		158 137		136 719	86.46
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	179 157				179 157	
Total VIII	215 887		289 390		73 503	25.40
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	172 604		442 339		614 944	139.02
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	60 147		137		60 284	NS
Impôts sur les bénéfices (X)	1 053 969		842 312		211 657	25.13
Total des produits (I+III+V+VII)	5 507 708		6 046 644		538 936	8.91
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	2 917 805		3 426 775		508 970	14.85
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	2 589 903		2 619 869		29 966	1.14

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier

78 446

89 387

: Redevance de crédit bail immobilier

(3) Dont produits concernant les entreprises liées

2 665 947

2 517 172

(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

216 120

215 055

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 31 772 013.25 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le chiffre d'affaires est de 2 682 366.79 Euros et dégageant un bénéfice de 2 589 902.96 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**Les cautions solidaires :**

Aux dates suivantes, la SA GROUPE CARNIVOR après autorisation par son Conseil de Surveillance, s'est portée caution solidaire aux dates ci-après, de ses différentes filiales et au profit d'organismes bancaires ci-après:

-Le 30 janvier 2017, au profit du Crédit Agricole Centre Est, pour sa filiale indirecte la SAS CAB, au titre d'un emprunt de 700 000 euros destiné à financer des travaux d'aménagements, et des acquisitions de matériels divers. Le capital restant dû au 31/12/2017 est de 666 597 euros.

-Le 13 Avril 2017, au profit de la Société Générale, pour sa filiale la SAS SAPRIMEX au titre d'un emprunt de 550 000 euros contracté pour financer l'acquisition de l'ensemble immobilier sis à la VALETTE DU VAR au prix de 515 000 euros. Le capital restant dû au 31/12/2017 est de 500 711 euros.

Les autorisations sur conventions de prestations de services et sur opérations commerciales :

Le 7 Avril 2017, le Conseil de Surveillance de la SA GROUPE CARNIVOR a validé :

- la facturation d'honoraires sur prestations de services inférieure à celle prévue initialement à la convention, et ce, dans le but de soutenir ses filiales dans un contexte économique difficile. Les montants facturés aux sociétés CARNIVAR et SAPRIMEX ont donc été respectivement de 116 546 euros h.t. et 295 662 euros h.t. au lieu de 1 400 755 euros h.t. et 596 840 euros h.t.
- les honoraires de développement facturés à la SCI BOUSSARD SUD pour 2 000 000 euros h.t.

Actionnariats - Participations :

Le 5 Juillet 2017, la SA GROUPE CARNIVOR a pris une participation à hauteur de 66.66% du capital social, soit 60 000 euros, dans une société de droit italien qui est la SRL RMG PARTECIPAZIONI au capital social de 90 000 euros.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Le 21 Juillet 2017, l'associée la SARL JUMARE a cédé 50 000 actions de la SA GROUPE CARNIVOR à la société EXCELFOOD ; soit 2.126% du capital social. La SARL JUMARE reste alors associée de la SA GROUPE CARNIVOR à hauteur de 1 175 553 actions au 31/12/2017 soit 49.98% du capital social contre 1 225 553 actions au 31/12/2016 soit 52.11% du capital social.

Le 28 Juillet 2017, l'associée CM-CIC INVESTISSEMENT SCR a cédé la totalité de ses 400 721 actions de la SA GROUPE CARNIVOR à la société EXCELFOOD ; soit 17.04% du capital social.

Le 30 Novembre 2017, l'associée la SARL IMBCO a cédé 219 300 actions de la SA GROUPE CARNIVOR à la société EXCELFOOD ; soit 9.32% du capital social. La participation de la SARL IMBCO dans le capital de GROUPE CARNIVOR est ramené à 17.80% représentant 418 549 actions contre 27.12% en 2016 représentant 637 849 actions.

Consécutivement aux trois cessions ci-dessus, la société EXCELFOOD, nouvellement actionnaire de la SA GROUPE CARNIVOR, détient donc 28.50% du capital social.

A l'occasion de l'augmentation de capital de la SCI DE LA CHAPELETTE, le 8 Décembre 2017, la SA GROUPE CARNIVOR a augmenté sa participation dans cette dernière pour passer de 95% à 99.95%.

Les Conseils de Surveillance statuant sur les rapports trimestriels du Directoire:

Afin de statuer sur les rapports du Directoire des lundi 2 Janvier 2017, Lundi 3 Avril 2017, le Conseil de Surveillance s'est réuni les jeudi 5 janvier 2017, Mercredi 5 Avril 2017.

Les Conseils de Surveillance des Mercredi 5 Juillet et Jeudi 5 Octobre 2017, statuant sur les rapports du Directoire des Lundi 3 Juillet 2017 et Mardi 3 Octobre 2017, n'ont pas pu se tenir.

Les autres conventions :

Le 25 Janvier 2017 à 15h30, le Conseil de Surveillance a réexaminé et approuvé les conventions autorisées antérieures à 2016 et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice 2016.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE**les cautions solidaires autorisées par les Conseils de Surveillance :**

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

La SA GROUPE CARNIVOR, après autorisation de son Conseil de Surveillance, s'est portée caution solidaire le 30 janvier 2018 :

1/ à 15 heures, de sa filiale la SAS SAPRIMEX au profit de la Société Générale au titre de deux emprunts à MLT :

- L'un de 600 000 euros pour financer les travaux du site de LA VALETTE DU VAR. Cet emprunt est débloqué pour la première fois le 22/12/2017 pour la somme de 507 208 euros. Aucun remboursement n'est intervenu en 2017.

- L'autre de 376 000 euros pour financer l'acquisition des actions de TROPAL et débloqué le 21 Décembre 2017 ; date d'achat des actions. Aucun remboursement n'est intervenu en 2017.

2/ à 16 heures, de sa filiale indirecte la SAS ABATTOIRS DES CRETS au profit du Crédit Agricole Centre Est au titre d'un emprunt de 500 000 euros finançant des aménagements et travaux sur bâtiments à usage professionnel. Le montant débloqué au 31/12/2017 est de 235 600 euros et le capital restant dû est de 204 326 euros.

3/ à 17 heures, de sa filiale indirecte la SA PROVENT-SDPR, au profit du Crédit Agricole des Savoie, au titre de deux financements à MLT souscrits en 2017 ; de 200 000 euros chacun. L'un a été débloqué en 2017 pour 72 141 euros et son capital restant dû au 31/12/2017 est de 69 884 euros; l'autre a été débloqué pour sa valeur nominale de 200 000 euros et son capital restant dû au 31/12/2017 est de 192 122 euros.

Le total de 400 000 euros a été emprunté pour payer les aménagements et travaux sur bâtiments à usage professionnel. Ces 2 financements ont fait l'objet d'un contrat unique.

4/ à 18 heures, de sa filiale indirecte la SARL D MONNET LA VILLE au titre d'un emprunt souscrit auprès du Crédit Agricole des Savoie de valeur nominale 500 000 euros et finançant la rénovation de bâtiments. les premiers déblocages sont intervenus en 2018.

La SA GROUPE CARNIVOR, après autorisation de son Conseil de Surveillance, s'est portée caution solidaire le 30 Mai 2018 à 10 heures au titre d'un emprunt souscrit par la SAS SAPRIMEX auprès de la Société Générale de valeur nominale 580 000 euros et finançant des équipements frigorifiques neufs.

La SA GROUPE CARNIVOR, après autorisation de son Conseil de Surveillance, s'est portée caution solidaire le 6 Juin 2018 à 11 heures au titre d'un emprunt souscrit par la SCI PACA IMMO auprès de la Société Générale de valeur nominale 6 000 000 euros et finançant une ligne de trésorerie.

Les Conseils de Surveillance statuant sur les rapports trimestriels du Directoire:

Afin de statuer sur le rapport du Directoire du Mercredi 3 janvier 2018, le Conseil de Surveillance du Vendredi 5 janvier 2018 n'a pas pu se tenir.

Afin de statuer sur le rapport du Directoire du Mardi 3 Avril 2018, le Conseil de Surveillance s'est réuni le Jeudi 5 Avril 2018.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Les autorisations sur conventions de prestations de services et sur opérations commerciales :

Le Lundi 9 Avril 2018, le Conseil de Surveillance de la SA GROUPE CARNIVOR a validé :

- la facturation d'honoraires sur prestations de services inférieure à celle prévue initialement à la convention, et ce, dans le but de soutenir ses filiales dans un contexte économique difficile. Les montants facturés aux sociétés CARNIVAR et SAPRIMEX ont donc été respectivement de 97 744 euros h.t. et 0 euros h.t. au lieu de 1 172 919 euros h.t. et 550 750 euros h.t.
- les honoraires d'accompagnement à la vente immobilière facturés à la SAS SAPRIMEX au titre de la vente des locaux situés à Saint-Martin de Crau d'un montant de 1 255 561 euros h.t.
- les honoraires d'accompagnement à la vente immobilière facturés à la SCI PACA IMMO au titre de la vente de ses sites de Pontarlier, Montpellier, Saint-Martin de Crau (Courtepaille et Mc Donald), et d'un montant de 1 200 000 euros h.t.
- l'indemnité de 600 000 euros h.t. accordée par la SCI PACA IMMO à la SARL CARNIVAR au titre de la résiliation du bail des locaux sis à Montpellier, contraignant ainsi la SARL CARNIVAR à cesser l'activité exercée sur le site.

Les autres conventions :

Le 31 Janvier 2018 à 15h30, le Conseil de Surveillance a réexaminé et approuvé les conventions autorisées antérieures à 2017 et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice 2017.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-1/1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2015-06 et 2016-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

En matière de traitement des actifs immobilisés, aucune catégorie d'immobilisation n'a été décomposée. Les durées d'amortissement retenues reflètent la durée d'utilisation.

Par ailleurs, conformément à l'article L-12-13, alinéa 3 du Code de Commerce, confirmé par l'avis CU-CNCC N°2000-A, la société fournit les informations relatives aux engagements de retraite et avantages similaires dans le développement de l'annexe.

Elle s'abstient de comptabiliser une provision correspondant à ces engagements.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

La société fait partie du groupe d'intégration fiscale constitué des sociétés BOUSSARD NORD SCI, BOUSSARD SUD SCI, CARNISOLAIRE SARL, CARNIVAR SARL, DE LA CHAPELETTE SCI, DE MONNET SARL, PACA IMMO SCI, PACA IMMO CONSTRUCTION SARL, FERME SOLAIRE DU PORCELET SARL, SAPRIMEX SAS, SEP SAS.

En application des dispositions de l'article 233 A du CGI, la société Groupe Carnivor, tête de groupe, s'est constituée seule redevable de l'impôt sur les sociétés. A l'exception de la tête de groupe, les modalités de répartition de l'IS sont telles que les charges et crédits d'impôts ont été comptabilisés dans chaque filiale du groupe comme en l'absence d'intégration : les comptes des sociétés au niveau des résultats et des capitaux propres sont identiques à ceux qu'ils auraient été en l'absence l'intégration.

Au 31/12/2017, il a été constitué une provision pour risque URSSAF chez les sociétés CARNIVAR et SAPRIMEX pour les montants respectifs de 203 824 euros et 123 972 euros, et portant sur les périodes contrôlées 2012-2013-2014.

La procédure contentieuse fiscale frappant la SCI BOUSSARD SUD est toujours en cours. Elle porte sur le contrôle fiscal relatif à la TVA sur la période du 1er Janvier 2014 au 30 Septembre 2016. Au titre de ce contrôle, la somme de 124 552 euros a été provisionnée.

Informations relatives au CICE

Il a été comptabilisé en déduction des frais de personnel un produit à recevoir relatif à l'application du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) pour un montant de 40 231 €. La société n'a demandé aucun préfinancement au titre de ce mécanisme.

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) est principalement affecté à la réalisation d'efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transaction écologique et énergétique, de reconstitution du fonds de roulement.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -**Etat des immobilisations**

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	154 761		
Installations générales agencements aménagements des constructions	252 605		4 798
Installations générales agencements aménagements divers	496 897		25 128
Matériel de transport	136 465		5 456
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	414 453		13 168
Immobilisations corporelles en cours			47 882
TOTAL	1 300 420		96 431
Autres participations	14 328 074		1 050 000
Prêts, autres immobilisations financières	12 073		969
TOTAL	14 340 147		1 050 969
TOTAL GENERAL	15 795 328		1 147 400

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			154 761	154 761
Installations générales agencements aménagements constr.			257 403	257 403
Installations générales agencements aménagements divers			522 025	522 025
Matériel de transport		61 212	80 709	80 709
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			427 621	427 621
Immobilisations corporelles en cours			47 882	47 882
TOTAL		61 212	1 335 640	1 335 640
Autres participations		6 800	15 371 274	15 371 274
Prêts, autres immobilisations financières		180	12 862	12 862
TOTAL		6 980	15 384 136	15 384 136
TOTAL GENERAL		68 192	16 874 536	16 874 536

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	154 403			154 403
Installations générales agencements aménagements constr.	231 898	2 940		234 838
Installations générales agencements aménagements divers	398 578	16 728		415 305
Matériel de transport	99 944	9 878	39 793	70 029
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	371 994	20 872		392 866
TOTAL	1 102 414	50 418	39 793	1 113 038
TOTAL GENERAL	1 256 816	50 418	39 793	1 267 441

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Instal.générales agenc.aménag.constr.	2 940				
Instal.générales agenc.aménag.divers	16 728				
Matériel de transport	9 878				
Matériel de bureau informatique mobilier	2 610	18 262			
TOTAL	32 156	18 262			
TOTAL GENERAL	32 156	18 262			

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Litiges	57 163	120 000	4 455		172 708
Autres provisions pour risques et charges		59 157			59 157
TOTAL	57 163	179 157	4 455		231 865

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur titres de participation	4 875				4 875
TOTAL	4 875				4 875
TOTAL GENERAL	62 038	179 157	4 455		236 740
Dont dotations et reprises d'exploitation exceptionnelles		179 157	4 455		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	12 862	0	12 862
Autres créances clients	2 591 024	2 591 024	
Personnel et comptes rattachés	1 000		1 000
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	715	715	
Impôts sur les bénéfices	272 376	272 376	
Taxe sur la valeur ajoutée	231 882	231 882	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	6 060	6 060	
Groupe et associés	12 929 023	12 929 023	
Débiteurs divers	118 612	118 612	
Charges constatées d'avance	11 484	11 484	
TOTAL	16 175 038	16 161 176	13 862

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	115 927	115 927		
Fournisseurs et comptes rattachés	683 966	683 966		
Personnel et comptes rattachés	186 272	186 272		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	196 437	196 437		
Impôts sur les bénéfices	392 633	392 633		
Taxe sur la valeur ajoutée	1 627 898	1 627 898		
Autres impôts taxes et assimilés	29 502	29 502		
Groupe et associés	11 835 325	11 835 325		
Autres dettes	369 147	369 147		
Produits constatés d'avance	476	476		
TOTAL	15 437 583	15 437 583		

Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres			
		Au début	Créés	Remboursés	En fin
ACTIONS ORDINAIRES	3.8112	2 352 064			2 352 064

Autres immobilisations incorporelles

(Code du Commerce Art. R 123-186)

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Ces éléments sont amortis sur la durée de leur utilisation par l'entreprise à savoir :

	Valeurs	Taux d'amortissement
LOGICIELS	154 761	100.00

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	linéaire	10 ans
Agencements et aménagements	linéaire	3 à 10 ans
Matériel de transport	linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	linéaire et dégressif	3 à 10 ans
Mobilier	linéaire	5 à 10 ans

Titres immobilisés

(PCG Art. 831-2/20 et 832-7)

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.

Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Lorsque la valeur d'inventaire des participations est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. La valeur d'inventaire est déterminée en fonction de l'actif net comptable réévalué, de la rentabilité, des perspectives d'avenir et de l'utilité de la participation pour l'entreprise. L'estimation de la valeur d'inventaire peut donc justifier le maintien d'une valeur nette supérieure à la quote-part de l'actif net comptable.

Créances immobilisées

(PCG Art. 831-2 7°)

Les prêts, dépôts et autres créances ont été évalués à leur valeur nominale.

Les créances immobilisées ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

(PCG Art.831-2/3)

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances clients et comptes rattachés	2 586 674
Autres créances	3 901
Total	2 590 574

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 165
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	247 047
Dettes fiscales et sociales	241 057
Autres dettes	357 606
Total	850 876

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	11 484
Total	11 484
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	476
Total	476

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Eléments relevant de plusieurs postes au bilan

(Code du Commerce Art. R 123-181)

Postes du bilan	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou créances représentées par un effet de commerce
	liées	avec lesquelles la société a un lien de participation	
Participations	15 260 974	110 300	
Créances clients et comptes rattachés	2 588 516	600	
Autres créances	12 505 935	423 088	
Emprunts et dettes financières diverses	8 362 644	3 472 681	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 471		
Autres dettes	361 391		

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -**Ventilation du chiffre d'affaires net**

(PCG Art. 831-2/14)

Répartition par secteur d'activité	Montant
PRESTATIONS DE SERVICE	2 682 367
Total	2 682 367

Répartition par secteur géographique	Montant
VAR	2 682 367
Total	2 682 367

Effectif moyen

(PCG Art. 831-3)

	Personnel salarié
Cadres	12
Agents de maîtrise et techniciens	5
Employés	13
Total	30

Charges et produits financiers concernant les entreprises liées

(PCG Art. 831-2 et Art. 832-13)

	Charges financières	Produits financiers
Total	275 752	2 666 085
Dont entreprises liées	216 120	2 665 947

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	1 768 685	239 296-
Résultat exceptionnel (hors participation)	172 604-	58 831-
Résultat comptable (hors participation)	1 596 081	298 126-

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

(PCG Art. 831-2/18 et Art. 832-12)

	Montant
Résultat de l'exercice	2 589 903
Impôt sur les bénéfices	1 053 969-
Résultat avant impôt	1 535 934
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires avant impôt	1 535 934

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 84 755 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 84 755 euros (à part égales entre le Cabinet Akelys et AT Audit)
- honoraires facturés au titre des services autres que la certification des comptes (SACC) : Néant

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -**Dettes garanties par des sûretés réelles**

(PCG Art. 531-2/9)

NEANT

Engagements financiers

(PCG Art. 531-2/9)

Engagements donnés

Avals et cautions	23 523 099
Engagements en matière de pensions	121 723
Autres engagements donnés :	244 357
CREDITS BAILS MOBILIERS	244 357
Total (1)	23 889 179
(1) Dont concernant les filiales	19 504 691
(1) Dont concernant les autres entreprises liées	4 018 408

AU TITRE DES EMPRUNTS SOUSCRITS PAR SES FILIALES :**I- DIRECTES : pour un total de capital restant dû au 31/12/2017 de : 11 097 172 €**

1- Pour sa filiale la SAS SAPRIMEX, GROUPE CARNIVOR s'est portée caution solidaire de plusieurs emprunts au profit :

- du CIC Lyonnaise de Banque; le solde de ces emprunts s'élève à **910 000 euros** au 31.12.2017.
- de la Société Générale dont le solde des emprunts est de **1 383 919 euros** au 31.12.2017.

2- Pour sa filiale SCI DE LA CHAPELETTE, SA GROUPE CARNIVOR s'est portée caution solidaire d'un emprunt au profit :

- de la Société Générale dont le solde des emprunts est de **896 842 euros** au

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

31.12.2017.

- du LCL dont le solde de l'emprunt est de **1 840 625 euros** au 31.12.2017.

3- Pour sa filiale FERME SOLAIRE DU PORCELET, SA GROUPE CARNIVOR s'est portée caution solidaire d'un emprunt au profit :

- de la Société BPI FRANCA (OSEO) dont le solde de l'emprunt est de **800 515 euros** au 31.12.2017.

4- Pour sa filiale la SCI PACA IMMO, SA GROUPE CARNIVOR s'est portée caution solidaire de plusieurs emprunts au profit:

- du CIC Lyonnaise de Banque dont le solde des emprunts en cours est de **2 007 388 euros** au 31.12.17.- de la Société Générale dont le solde des emprunts en cours est de **2 452 087 euros** au 31.12.17.- de la société Philiccot, dont le capital restant dû au 31.12.2017 est de : **64 196 euros**.

5- Pour sa filiale SRL CHIARA DUE la SA GROUPE CARNIVOR s'est portée caution solidaire de plusieurs emprunts au profit :

- de BANCA DI PIACENZA dont le solde total au 31.12.2016 est de: **741 600 euros**.**II-INDIRECTES : pour un total de capital restant dû au 31/12/2017 de : 4 390 066 €**

1- Pour sa filiale, la SA PROVENT-SDPR, filiale de la SAS SAPRIMEX au titre de plusieurs emprunts au profit :

- de BANQUE POPULAIRE DES ALPES dont le solde au 31.12.2017 est de: **272 839 euros**.- du CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE dont le solde au 31.12.2017 est de : **978 505 euros**.- de la société ETOILE PORCINE dont le solde au 31.12.2017 est de : **22 544 euros**.- de la société QUEYRAS dont le solde au 31.12.2017 est de: **17 417 euros**.- de la SOCIETE GENERALE dont le solde au 31.12.2017 est de : **183 108 euros**.

2- Pour sa filiale, la SARL DE MONNET LA VILLE, filiale de la SCI PACA IMMO au titre de plusieurs emprunts au profit :

- de CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE dont le solde au 31.12.2017 est de: **1 080 351 euros**.

3- Pour sa filiale, la SCEA LES TREMBLATS, filiale de la SA PROVENT-SDPR au titre :

- d'emprunts auprès du CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE dont le solde au 31.12.2017 est de: **179 979 euros**.

4- Pour sa filiale, ABATTOIRS DES CRETS, filiale de la SA SAPRIMEX au titre :

- d'emprunts auprès du CREDIT AGRICOLE CENTRE EST dont le solde au 31.12.2017 est de: **294 896 euros**.

5- Pour sa filiale, CAB, filiale de la SA SAPRIMEX au titre :

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

- d'emprunts auprès du CREDIT AGRICOLE CENTRE EST dont le solde au 31.12.2017 est de: **1 248 230 euros**.

6- Pour sa filiale, EUROPAGRO, filiale de la SA SAPRIMEX au titre :

- d'emprunts auprès du CREDIT AGRICOLE SUD RHONE ALPES dont le solde au 31.12.2017 est de: **112 197 euros**.

Le total des cautionnements au titre d'emprunts s'élève donc à : 15 487 238 euros

AU TITRE DE DECOUVERTS BANCAIRES AUTORISES A SES FILIALES :

I-DIRECTES : pour un total de : 6 078 938 €

1- Pour sa filiale la SAS SAPRIMEX :

- auprès de la Société Générale pour **495 800 euros** au 31.12.2017.

- auprès du Crédit Agricole pour **428 827 euros** au 31.12.2017.

- auprès de Natio Crédit Bail pour **2 267 219 euros** au 31.12.2017.

2- Pour sa filiale la SARL CARNIVAR:

- auprès de la Société Générale pour **487 793 euros** au 31.12.2017.

- auprès du Crédit Agricole pour **466 522 euros** au 31.12.2017.

3- Pour sa filiale la SCI PACA IMMO :

- auprès de SOGEFIMUR pour **1 932 777 euros** au 31.12.2017.

II- INDIRECTES : pour un total de : 1 956 923 €

1- Pour sa filiale la SA PROVENT-SDPR, filiale de la SAS SAPRIMEX:

- auprès de la Société Générale pour **346 923 euros** au 31.12.2017.

- auprès du Crédit Agricole des Savoie pour **1 210 000 euros** au 31.12.2017.

2- Pour sa filiale la SAS ABATTOIRS DES CRETS, filiale de la SAS SAPRIMEX:

- auprès de FINAMUR pour **400 000 euros** au 31.12.2017.

Le total des cautionnements au titre de découverts bancaires s'élève donc à : 8 035 861 euros

Le solde total des cautionnements solidaires au 31.12.2017 est donc de: 23 523 099 €

Engagements reçus

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Crédit bail

(Code monétaire et financier R 313-14; PCG Art.531-2/9)

Nature	Terrains	Constructions	Instal.Matériel et Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine			66 211	255 988	322 199
Amortissements					
- cumuls exercices antérieurs				41 475	41 475
- dotations de l'exercice			724	34 220	34 944
Total			724	75 695	76 419
Redevances payées					
- cumuls exercices antérieurs				58 791	58 791
- exercice			7 806	54 312	62 118
Total			7 806	113 103	120 909
Redevances restant à payer					
- à un an au plus			21 199	53 625	74 824
- entre 1 et 5 ans			37 757	81 062	118 818
Total			58 956	134 686	193 642
Valeur résiduelle					
- à un an au plus				3 810	3 810
- entre 1 et 5 ans			662	46 243	46 905
Total			662	50 053	50 715

Engagement en matière de pensions et retraites

(PCG Art. 531-2/9, Art. 832-13)

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Compte tenu des versements effectués auprès de ACM vie assurances depuis 2007 qui totalisent la somme de 160 000 €, le total de la réserve disponible pour les engagements de retraite s'élève à 193 729 € qui se détaille comme suit :

- versements: 160 000 €
- cotisation 1,5% : 2 400 €
- intérêts nets: 36 129 €

Les droits acquis au 31.12.2017 sont de 315 452 € charges comprises dont cadres 210 211 € et non cadres 105 241 €.

Par conséquent, l'engagement au 31.12.2017 est de 121 723 €.

Les droits acquis tiennent compte des paramètres suivants et ont été calculés par notre prestataire la société ACM vie assurance.

1/ Le salaire de référence : le salaire mensuel représente 1/12ème du salaire annuel indiqué.

2/ Le taux de revalorisation annuel de salaire : le taux de revalorisation utilisé à partir de 2018 est de : 0%

3/ L'âge de départ en retraite : 62 ans

4/ La table de mortalité : la probabilité de décès est déterminée à partir de la table de mortalité réglementaire TF 00-02

5/ La probabilité de sortie de l'entreprise : le taux de rotation utilisé est de : 0,22%

6/ Le taux de capitalisation nets de frais :

* 1,00% dans une première hypothèse

* 2,00% dans une deuxième hypothèse

7/ Le taux d'actualisation : 0,68 %

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Accroissements et allègements dette future d'impôt

(PCG Art. 831-2/19, Art. 832-12 et Art. 832-13)

Nature des différences temporaires	Montant
Accroissements	
Autres :	
- EFFORT CONSTRUCTION	5 036
- PARTICIPATION DES SALARIES	60 147
Total des accroissements	65 183
Allègements	
Autres :	
- EFFORT CONSTRUCTION	5 828
Total des allègements	5 828

Identité des sociétés mères consolidant les comptes

(PCG Art. 831-3)

Dénomination sociale	Forme	Capital	Siège social
GROUPE CARNIVOR	S.A	8 964 246	MAISON DE LA BOUCHERIE 83200 TOULON

Société	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis et non remboursés	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Résultat net du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société
				brute	nette					
A. Renseignements détaillés - Filiales détenues à + de 50% - SAS SAPRIMEX - SCI BOUSSARD NORD - SCI BOUSSARD SUD - SARL CARNIVAR - SARL CHIARA DUE IMMOBILIARE - SARL CHIARA IMMOBILIARE - SCI DE LA CHAPELETTE - SARL CARNISOLAIRE - SARL PACA IMMO CONSTRUCTION - SNC CARNI5 - SNC CARNI4 - SNC CARNI6 - SNC CARNI3 - SNC CARNI2 - SNC CARNI1 - Participations détenues entre 10 et 50 % - PACA IMMO SCI - IT GROUPE SRL - VIVALOC SARL - THOMINIERE	7 000 000	5 683 447	99,99					55 074 952	1 444 393	
	260 000	5 431 702	99,99					192 593	69 765	
	400 000	94 591	95,00						69 282	
	947 517	1 370 291	95,00					39 097 309	692 694	
	20 000	389 179	95,00					117 998	17 147	
	100 000	143 871	95,00						7 250	
	1 000 000	607 675	99,95					10 918	178 504	
	10 000	5 307	99,99							
	10 000	1 015 257	99,99						52 260	
	8 000	3 485	85,00					512 066	3 485	
	8 000	4 682	85,00					517 673	4 682	
	8 000	20 645	85,00					548 269	20 645	
	8 000	16 251						11 855	16 251	
	8 000	27 323						732 070	27 323	
	8 000	7 713						10 766	7 713	
	1 000 000	731 843	33,13					2 445 959	620 780	
	20 000	16 428	50,00					31 393	12 428	
B. Renseignements globaux - Filiales non reprises en A - Participations non reprises en A	100 000	821 148	50,00					572 441	105 408	
	1 500 000	986 782	50,00						112 440	
			50,00							

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -**Produits et charges exceptionnels**

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- CFE REGUL 2014	7 041	
- BONUS ECOLOGIQUE	750	
- REGUL SOCIAL	4 048	
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES	27 737	
- INT. DE RETARD PERCUS/ CVAE	3 707	
Total	43 283	
Charges exceptionnelles		
- PENALITES ET AMENDES	2 150	
- DONS ET LIBERALITES	1 472	
- REGUL FOURNISSEURS	50	
- ACCORDS TRANSACTIONNELS SALARIES	11 640	
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES	21 418	
- PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	179 157	
Total	215 887	

Transferts de charges

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant
AVANTAGES EN NATURE LOGEMENT & VOITURE	915
REMBOURSEMENT CVAE	50 491
CPAM/ GROUPAMA	52 122
FORMATION : AGEFOS	7 974
Total	111 502

Imbert Rene le Président du Directoire

Tableau des résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

(Code du Commerce Art. R 225-102)

	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	8 964 246	8 964 246	8 964 246	8 964 246	8 964 246
Nbre des actions ordinaires existantes	2 352 064	2 352 064	2 352 064	2 352 064	2 352 064
Nbre des actions à dividendes prioritaires existantes					
Nbre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					
- par exercice de droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	3 940 549	2 918 987	2 138 885	2 459 624	2 682 367
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1 532 456	1 506 694	1 325 754	848 733	1 821 201
Impôts sur les bénéfices	689 488 -	916 512 -	1 027 391 -	842 312 -	1 053 969 -
Participation des salariés au titre de l'exercice	10 090		1 153	137 -	60 147
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	2 059 007	1 442 996	2 292 438	2 619 869	2 589 903
Résultat distribué	1 411 238	1 881 651	1 881 651	1 881 651	1 881 651
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	0.94	1.03	1.00	0.72	1.20
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0.88	0.61	0.97	1.11	1.10
Dividende distribué à chaque action	0.60	0.80	0.80	0.80	0.80
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	44	37	38	40	30
Montant de la masse salariale de l'exercice	1 378 592	1 393 253	1 461 946	1 488 760	1 286 415
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	637 269	652 375	658 201	727 151	594 140